

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 07 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUBERT THEZE PYROTECHNIE

8 Rue Blaise Pascal
Z.A. La Lande Rose
35580 Guichen

Code AIOT : 0005509372 / Référence : UD35/2026-10

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement HUBERT THEZE PYROTECHNIE implanté 8 Rue Blaise Pascal Z.A. La Lande Rose 35580 Guichen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUBERT THEZE PYROTECHNIE
- 8 Rue Blaise Pascal Z.A. La Lande Rose 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005509372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans le stockage et la mise en liaison des artifices de divertissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.2.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2016, article 8.1.3	Sans objet
2	Cellules de stockage de produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.1.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Celluels de stockage des produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.1.1.2	Sans objet
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points abordés au cours de l'inspection n'ont pas fait apparaître de non conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2016, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des entrées et sorties des produits explosifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des entrées et sorties des produits explosifs, en complément du registre prescrit à l'article 8.1.2. du présent arrêté.</p> <p>La tenue des registres d'entrées et de sorties de produits explosifs, associée à l'archivage de documents de fabrication, d'importation ou de transport, doit, le cas échéant, permettre de déterminer pour chaque produit explosif, les indications définies par les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mai 2009 fixant les modalités d'identification et de traçabilité des produits explosifs à usage civil.</p> <p>Les registres d'entrées et de sorties doivent comporter au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date du mouvement de produits explosifs ; - la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ; - l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie, de ces produits explosifs ; - les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrit par l'arrêté du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ou du débit ; - l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés ; - pour les produits explosifs qui sont placés en consignation, le nom de l'entreprise qui a placé ces produits explosifs en consignation ; ces produits explosifs sont placés dans le dépôt de manière à pouvoir être facilement identifiés et dénombrés.
<p>Constats :</p> <p>La gestion du stock d'artifices présents sur site est informatisée, une extraction fournie le jour de l'inspection présente l'ensemble des éléments imposés par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cellules de stockage de produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de stockage des produits
Prescription contrôlée :

Les cellules D1 à D5 sont exclusivement réservées au stockage des produits explosifs.
Les cellules D1 à D4 abritent exclusivement des produits explosifs de division de risque 1.3 et 1.4.
La cellule D5 abrite exclusivement des produits explosifs de division de risque 1.4.

Dans un même bâtiment, les zones de stockage sont séparées des zones où peuvent avoir lieu des opérations de prélèvement ou de reconditionnement, ou plus généralement toute ouverture d'emballage, par une disposition, dont la pérennité est garantie, assurant le découplage et l'absence d'effets dominos de la charge présente dans la zone de prélèvement ou de reconditionnement sur la charge présente dans la zone de stockage.

Le stockage respecte les règles de stockage en commun en fonction des groupes de compatibilité des produits explosifs.

Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés en application de l'article 8.1.1 du présent arrêté. En particulier, les matériaux utilisés pour les emballages de stockage sont adaptés aux produits stockés et les produits chimiquement incompatibles ne sont pas stockés ensemble.

Les matériaux constituant les emballages et pouvant être en contact avec des matières explosibles ne sont pas susceptibles de provoquer des frottements ou réactions dangereux avec ces matières.

Seuls les emballages homologués et en bon état sont autorisés pour le reconditionnement des produits.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les substances ou préparations sensibles à l'abri de la lumière, de l'humidité, de la chaleur et de toute source d'inflammation et de prévenir tout mélange de ces substances ou préparations avec des matières incompatibles.

Constats :

L'état des stocks précise les cellules de stockage des différentes classes de produits explosifs.
Le stockage respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Un contrôle par sondage des produits stockés dans les cellules D4 et D5 n'a pas fait apparaître d'écart ni en quantité ni en qualité des produits stockés.

Les procédures de prélèvements, de reconditionnement ou d'ouverture d'emballage du site imposent de les réaliser en dehors des cellules.

Une vérification des conditions de stockage n'a pas fait apparaître de non conformité sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cellules de stockage des produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 9.1.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des produits explosifs

Prescription contrôlée :

Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable.
Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60

<p>mètre au-dessus du sol.</p> <p>Lorsqu'il est fait usage de moyens mécaniques adaptés et de structures solides pour le stockage des produits, les piles ne s'élèvent pas à plus de 3 mètres de hauteur.</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits ne modifient pas les effets dangereux redoutés.</p> <p>Les zones de stockage sont aménagées de façon que les espaces de circulation des personnes présentent une largeur minimale de 1,5 mètre.</p> <p>Ces espaces de circulation permettent le transport des produits sans risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une consigne des modalités de stockage est affichée au sein des cellules et rappelée régulièrement au personnel susceptible de manipuler les produits explosifs.</p> <p>La vérification au sein des cellules des conditions de stockage n'a pas mis en exergue de non conformité sur ces prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées à une fréquence au minimum annuelle.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de flammes et sont convenablement protégés contre les chocs ou sont souterrains. Ils sont également protégés contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les installations électriques sont réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009) concernant les locaux de ce type.</p> <p>Les installations électriques sont conçues de telle sorte que la température de leurs éléments ne puisse s'élever de manière dangereuse, au vu de la nature des produits présents.</p> <p>Les produits sont convenablement éloignés des canalisations et matériels électriques afin qu'un défaut quelconque sur ces canalisations ou matériels ne puisse provoquer leur inflammation ou leur explosion.</p> <p>L'alimentation de l'installation par ligne aérienne en conducteurs nus est interdite.</p> <p>Les caniveaux servant à l'évacuation des effluents aqueux ne sont pas utilisés pour le passage de câbles électriques.</p> <p>Le tableau général de distribution de chaque installation électrique de chaque bâtiment comporte des dispositifs permettant de couper, en cas d'urgence, l'alimentation électrique de chaque bâtiment desservi, séparément ou par groupe.</p> <p>L'alimentation électrique de chaque local pyrotechnique, non dédiée aux organes de sûreté, peut être coupée par la manœuvre d'un organe de commande situé à proximité et à l'extérieur du local.</p>

Cet organe est aisément reconnaissable et facilement accessible. S'il s'agit d'un dispositif de commande à distance, il est conforme aux règles définies par la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009).

Les trajets des canalisations et des câbles enterrés sont repérés sur un plan.

Dans les locaux pyrotechniques, aucun appareil ne reste sous tension en dehors des heures d'exploitation.

Cependant, certains appareils dont l'arrêt compromettrait le fonctionnement normal des installations ainsi que certains circuits de sécurité peuvent demeurer sous tension, sous réserve que les instructions de service ou les consignes le prévoient explicitement.

L'exploitant prend toute disposition lui permettant de connaître la sensibilité de fonctionnement intempestif soit par induction ou courants de fuite provoqués par les installations électriques, même en cas de défaut sur ces installations, soit sous l'effet de rayonnements électromagnétiques provenant d'émetteurs radio ou radar, des dispositifs électriques de mise à feu et de tous les produits stockés. Il adapte en conséquence les conditions de stockage des produits sensibles à ce type de sollicitation.

Constats :

Le dernier contrôle réalisé est en date du 11 septembre 2025 et a été présenté lors de l'inspection. Il présente quelques observations non récurrentes en cours de traitement.

L'exploitant réalise le suivi directement sur le rapport de l'organisme tiers, sans enregistrement dans un fichier ou logiciel ou registre dédié ce qui complique le suivi en cas d'interim.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant reprendra les observations des organismes tiers dans un registre de suivi qui présentera la date de l'observation, les actions attendues et le délai de mise en œuvre afin de garantir une continuité d'action en cas d'interim.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes NF C 15-100 (version compilée de 2009) et NF C 13-200 (version de 1987) et ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles, tertiaires et agricoles (norme NF C 13-200 de 2009), compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. L'exploitant s'assure régulièrement de l'isolement des matériels ou appareils pouvant être présents dans l'installation et, le cas échéant, de la mise à la terre de leurs masses. Dans les locaux pyrotechniques, toutes les masses et tous les éléments conducteurs sont interconnectés par une liaison équipotentielle sauf démonstration par l'exploitant qu'il n'y a pas de risques d'amorçage des produits stockés. Cette liaison est réalisée conformément aux normes nationales en vigueur. Une consigne du chef d'établissement fixe la périodicité des vérifications de la liaison équipotentielle.
Constats : Le jour de l'inspection, le rapport sur les équipements métalliques mis à la terre est en date du 3 décembre 2024 a été présenté. Aucune observation n'y était formulée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2018, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Les locaux pyrotechniques disposent d'un système de détection automatique d'incendie, associé à une alarme incendie, permettant d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La vérification de la détection incendie au sein des cellules de stockage de produits explosifs a été faite le 31 juillet 2025, le jour de l'inspection le rapport de l'organisme tiers n'avait pas été reçu par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra au service d'inspection le rapport du contrôle de la détection incendie au sein des cellules de stockage de produits explosifs dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois